L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
BUREAUX: No. 17 RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 23 AOUT.

Les votes du 23 Juillet.

La séance du 23 juillet de l'Assemblée de Versailles inspire au *Bonnet rouge* les observations qui suivent :

L'Assemblée, dans ce vote, a manifesté son sentiment qui est contraire à l'adoption de la République comme forme de gouvernement de la France. La déclaration que M. le vice-président du conseil a lue au nom du gouvernement a certainement exercé une influence considérable sur le vote, et il faut autant approuver le gouvernement de ne pas être resté neutre dans le débat que l'Assemblée d'avoir tenu compte du vœu du gouvernement.

Dans les colonnes de ce journal, nous nous plaçons à un point de vue tout à fait fédéral, pour apprécier les questions de politique intérieure de la France : il nous importe surtout d'envisager ces questions sous le rapport international, c'est-à-dire d'examiner de quelle manière l'organisation française pourrait malfaire le mieux aux conditions de stabilité et de confiance qui, en garantissant la prospérité de la France, assurent aussi le maintien de sa position dans le monde et profitent ainsi à la sécurité et à la paix de l'Europe entière.

Il est indubitable que l'adoption de la proposition de M. Casimir Périer n'aurait, d'aucune façon, calmé les inquiétudes du pays : bien au contraire. Il est inutile de le dissimuler ; la France, à l'heure qu'il est, est toujours profondément divisée sur la question de la forme de gouvernement. Nous voulons bien que dans certaines couches de la société, la forme républicaine compte de nombreux partisans ; mais ces couches ne constituent pas la majorité du pays, et elles ne peuvent pas prétendre davantage à une prédominance en raison de leur puissance matérielle ou intellectuelle. De plus, un très-grand nombre de ceux qui se prononcent aujourd'hui en faveur de la République subissent, en cela, soit l'ascendant de quelques chefs marquants de ce parti, soit l'impression que leur ont causée les malheurs de la patrie ; ils obéissent à des sentiments passagers plutôt qu'à une conviction profonde et durable. Cela est certainement vrai pour une partie des électeurs, et cela est vrai aussi pour un certain nombre de représentants. Or, c'est en vue de cette situation que l'Assemblée a voté la loi du 20 novembre 1873, qui confère le pouvoir exécutif pour septans à M. le maréchal de Mac-Mahon.

Si, à ce moment, elle n'a pas proclamé une forme de gouvernement définitive, c'est parce qu'elle n'a pas cru que l'opinion publique fût suffisamment formée, et c'est pour lui donner le temps de mûrir et de se prononcer avec conviction qu'elle a établi le septennat.

Qui soutiendrait que la situation du mois de novembre n'est notablement modifiée ? Qui affirmerait que les doutes et les incertitudes ont disparu depuis ? S'il en était ainsi, la physionomie de l'Assemblée en témoignerait d'une manière irréfragable. La majorité d'une Assemblée ne méconnaît jamais l'opinion du pays au point d'aller contre ses volontés et de faire violence aux sentiments de la nation.

A l'extérieur, on s'en inquiète, non pas autrement la situation actuelle de la France. Loin de nous la pensée de vouloir que notre pays, pour l'établissement de ses institutions, prenne conseil de l'étranger ; un grand pays, une nation indépendante doivent avant tout consulter leurs propres intérêts et se suffire par leur propre lumières. Mais on n'est pas dispensé pour cela de prêter l'oreille à la voix des amis et aussi des ennemis du dehors.

Il est un fait certain qu'on peut constater tous les jours, en jetant un coup d'œil sur la presse européenne : là où la France compte des adversaires de son influence et de son prestige, où désire qu'elle établisse le régime républicain au contraire, tous ceux, à l'étranger, qui souhaitent le relèvement de la France dans l'intérêt de l'équilibre général de l'Europe, lui conseillent, faute d'un gouvernement définitif accepté et acclamé par la majorité indubitable de la nation, de sécuriser la consolidation du pouvoir septennal de M. le maréchal de Mac-Mahon.

Aux yeux de l'étranger, l'adoption de la proposition de M. Casimir Périer aurait en pour conséquence, contre le gré de son auteur sans doute, de faire passer le pouvoir des mains du maréchal dans celles des républicains conservateurs, et de celles-ci dans celles des républicains plus avancés, pour devenir finalement la proie du radicalisme. C'est cette éventualité que l'Europe redoute d'abord pour la France qu'elle livrerait au chaos, et ensuite pour elle-même qui est monarchiquement organisée et dont les institutions politiques et sociales rencontreraient le contre coup d'une république radicale établie en France.

La république française, entourée de grandes monarchies militaires, telles que l'Allemagne, la Russie, l'Autriche, de monarchies constitutionnelles comme l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Scandinavie, la Grande-Bretagne, sera toujours l'objet des dénaucés de ces pays ; elle le sera à plus forte raison, lorsque le régime républicain n'a pas été fondé par l'acclamation générale et est quoi sorte aventuré, du peuple français, lorsqu'il n'a été, au contraire, que le fruit de quelque chaleur éphémère de partis divisés sur des principes fondamentaux.

L'Assemblée nationale, en maintenant intacte la loi du 20 novembre 1873, cède à une nécessité et, en politique comme dans la vie privée, obéir à la nécessité, c'est faire acte de sagesse. D'ailleurs l'illustre maréchal n'a pas démérité, depuis le 20 novembre, de la confiance de l'Assemblée et du pays : l'ordre est assuré dans ses mains, et c'est d'ordre et de paix que la France a besoin avant tout.

RÉAPPARITION DU FIGARO.

Le *Figaro* suspendu le 12 juillet a reparu le 22 avec la note suivante en tête de ses colonnes :

Après quinze jours de suspension, *Figaro* reparaît. La situation de notre pays est trop grave pour que l'occupe le public de nos doléances. Les preuves de sympathie qui me sont arrivées de toutes parts me sifflent, elles m'ont donné la certitude, ce est pour moi une grande récompense—que le *Figaro* tenait une certaine place au foyer des honnêtes gens.

J'ai défendu toute ma vie, et avec une grande ardeur, la monarchie légitime, la seule, à mon avis, qui puisse faire le bonheur de la France et, qu'il le croirait ! les légitimistes se sont joints à la gauche pour demander la suppression de mon journal.

Nous venions de crier *bravo* au Message du chef de l'état, avec un peu trop de passion je le reconnais, et c'est le Conservatisme qui nous suspend ; cela paraîtrait étrange dans un autre pays que le nôtre. Je fis le journal que j'ai l'honneur de diriger avait représenté que mes seuls intérêts le remboursaient immédiatement tous les abonnements, le *Figaro* cessait de paraître, et je suis sortais. Je le dis avec orgueil, qu'en me retirant je tuais un journal utile :

Enfin, qu'on me permette d'ajouter : que s'il y avait quelque journaux comme le mien, faisant passer la France avant la couleur du drapeau, Henri V serait depuis longtemps sur le trône, entouré de ses vaillants et très sympathique famille.

A qui me demandera si le *Figaro* va changer sa ligne de conduite, vous ma réponse : Je me cramponnerai de toutes mes forces au Septennat de maréchal de Mac-Mahon et je resterai plus que jamais — Conservateur Monarchique.

H. DE VILLEMESSANT.

L'HOMME DU MOMENT.—Voici un extrait du discours prononcé par M. de Broglie dans la séance du 23 juillet :

M. le duc de Broglie : Il n'y a pas de garantie contre l'empire dans la proclamation de la République. Mais voici ce qui est vrai, et ce qu'aucun observateur ne peut méconnaître, c'est qu'il y a des époques, dans la vie des peuples, " quand le régime révolutionnaire a duré longtemps,"—régime révolutionnaire dont le malaise n'a jamais cessé par la proclamation d'une constitution républicaine quand le régime révolutionnaire a duré longtemps, " on voit naître dans les peuples " la lassitude une fatigue, un dégoût, un en- " vie des formes, des institutions, des pro- " cédures parlementaires du gouverne- " ment libre," on voit naître une fatigue des hommes des institutions, " un besoin de " sentir l'autorité et de la personnifier " dans un homme dont on puisse saisir " sur le regard, entendre la voix et exé- " cuter le commandement : et quand " cet homme commande une armée, " quand il peut faire défiler des régiments " sur la place publique..... (Rumeurs à gauche.

Il y a souvent dans les populations " un empressement à saisir avidement cette " image brillante, bien que matérielle, de " l'autorité dont elles ont soif, et de l'or- " dre dont elles sont affamées. Voilà ce " qui est vrai et voilà ce qui a fait le 18 " brumaire et le 2 décembre."

Eh bien ! messieurs, " est-ce que vous " ne sentez pas quelque chose de cela au- " tour de vous, dans notre pays fatigué de " révolution ? " Est-ce qu'il " n'y a pas " dans l'air comme un vent de dictature " qui passe ?"

L'*Ordre* reproduit le passage qui précède et le fait suivre des lignes que voici :

Oui, ce dégoût, cet ennui des populations, après les orgies et les hontes révolutionnaires, est parfaitement visible ; oui, la France a soif d'autorité, et elle est affamée d'ordre. Les formes, les procédures parlementaires la fatiguent tout le monde, et il y a un immense besoin de personnifier le pouvoir dans un homme."

On lit dans le *Journal de l'Europe* du 25 :

Le mercredi 22 juillet, à dix heures du matin, l'Impératrice d'Autriche arrivait avec le prince héritier et la princesse, par le chemin de fer de l'Est à Strasbourg. Elle passera la journée en notre ville et descendra à l'hôtel de Paris.

A 5 heures 20 minutes du soir, elle se remettra en route pour se rendre, par train spécial, à Paris et au Havre.

A son retour, l'Impératrice d'Autriche fera visite à l'impératrice d'Allemagne à Baden-Baden, où elle fera un séjour assez prolongé.

Le *Gaulois*, annonce des bruits de Carlisme, prétendant que M. H. Rochefort n'est adressé au gouvernement autrichien pour obtenir l'autorisation de prendre les eaux dans cette ville.

Convention démocratique à Baton-Rouge.

Nous publions ci-dessous les résolutions adoptées le 22 par la Convention démocratique de Baton-Rouge par le comité central Démocrate, siégeant en la ville de Baton-Rouge, et dont le président et le secrétaire du comité central de l'Etat, MM. Albert Voorhies et Wm. J. Buddendorff, ont été les présidents et secrétaires de la Convention.

Nous publions ci-dessous les résolutions adoptées par la Convention démocratique de Baton-Rouge, et dont le président et le secrétaire du comité central de l'Etat, MM. Albert Voorhies et Wm. J. Buddendorff, ont été les présidents et secrétaires de la Convention.

[illegible] Convention démocratique de Baton-Rouge, 22 juillet 1874.

Considérant que le parti démocrate de la Louisiane a été le seul parti qui ait été assez patriote pour se mettre en ligne afin de protéger la grande bataille qui doit décider du sort de notre Etat bien-aimé.

Attendu certitude que votre décision vous a été dictée par le devoir et par le patriotisme le plus pur, nous demeurons respectueusement vos humbles serviteurs.

E. JOHN ELLIS,
E. WAGGAMAN,
H. N. OGDEN,
sous comité du comité de soixante-dix.

Quartier général du Comité Central Démocratique d'Etat.
Nouvelle-Orléans, 8 août 1874.

A l'Hon. E. J. Ellis, président.

Cher monsieur : Je vous transmets une copie de la résolution adoptée par le Comité Central Démocratique d'Etat, convoquant à Baton-Rouge au lieu de Nouvelle-Orléans, la Convention Démocratique.

Les services rendus par le comité de 70 à la cause publique, la position éminente qu'il occupe à juste titre dans l'estime du peuple de la Louisiane, donne du poids à ces suggestions. Les résolutions adoptées par le comité et la lettre cordiale du sous-comité qui transmet ces résolutions ont produit une impression profonde sur le Comité Central Démocratique d'Etat. L'enthousiasme, sans réserve, de l'Adresse et plus particulièrement du passage dans lequel les droits des blancs sont défendus en opposant à la prétendue nègre, sont une source de cordiale satisfaction.

Le peuple de la Louisiane espère que le comité de 70 continuera à lutter énergiquement pour son objet primitif—le renversement de l'usurpation—et à intervenir jusqu'à ce que l'usurpation soit renversée—et elle tombera.

Je suis respectueusement,
ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.

Quartier général du comité central démocratique de la Louisiane.
Nouvelle-Orléans, 3 août 1874.

A une réunion des membres de ce comité la résolution suivante a été adoptée ; *Résolu* que la convention démocratique d'Etat se tiendra dans la ville de Baton Rouge.

ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.
WM. J. BUDDENDORFF, Secrétaire.

Adresse du comité des soixante-dix au peuple de la Louisiane.

Salle du comité des soixante-dix.
Nouvelle-Orléans, Lun., 3 août 1874.

Au peuple de la Louisiane.

Le comité des soixante-dix, en vue de la grande lutte politique qui doit bientôt s'engager, et de l'issue de laquelle votre salut dépend, a pensé qu'il convenait de vous adresser quelques conseils.

Le comité ne représente aucun parti et s'est formé après les tristes événements de 1872 et 1873 qui ont été suivis du renversement du gouvernement que vous aviez librement élu. Il fut chargé de maintenir la défense de vos droits. Pendant deux ans, il n'a eu secours, combattu le pouvoir de l'Etat et celui de l'administration fédérale.

S'appuyant sur la constitution et les lois, il n'a pas cessé d'attaquer l'usurpation, et a porté la question devant le Président, devant les tribunaux et devant le Congrès.

Ses efforts n'ont pas été tout-à-fait vains, car il a prouvé que l'administration fédérale et le parti républicain ont commis le crime de violer les droits d'un Etat souverain et de lui imposer une usurpation odieuse.

Il a imposé silence à tous ceux qui osaient défendre les usurpateurs.

Il a répondu à l'ordre hautain d'un membre du cabinet qui lui avait pu craint de mettre en doute même le droit de pétition. Il a forcé ceux qui formaient l'opinion à la vérité d'écouter l'histoire de l'oppression dont vous avez été victimes.

Il a présenté la cause de la Louisiane sous un jour tel que ces chefs éminents du parti républicain ont reçu, épouvantés, devant la tâche de défendre une administration et un parti qui avaient décrété la mort d'un Etat de l'Union. Ces chefs sont, à cette heure, en guerre ouverte avec ceux qui se sont rendus complables de l'infamie.

Il a porté au parti républicain un coup qui le fait chanceler et dont il ne se relèvera pas.

Il a obligé l'administration fédérale à interrompre son œuvre sauvage de centralisation et son ingérence arrogante au préjudice des droits des Etats, et si, aujourd'hui, le Texas et l'Arkansas sont libres, si nos frères de Vicksburg ont pu commémorer victorieusement leurs deuils, ils le doivent seuls cet que les démonstrations du comité ont révélé le danger au peuple américain.

Malgré ces résultats tellement important pour vous et pour la nation, le comité n'a pu faire agir une majorité de la faction dominante ; obéissant en aveugle à la discipline de parti, formant l'oreille à la voix de la raison, elle a gardé le silence, elle a repoussé vos demandes et l'usurpateur triomphe.

Le comité en rappelant ses travaux, est plus ses devoirs aussi bien qu'il l'a pu, mais il mentionne une partie de ses actes afin de vous convaincre qu'il n'y a pas présomption de sa part à vous parler des conseils.

Il ne peut rester silencieux ou indifférent. Plus ce comité est il a été alarmé des dissentions du peuple de l'Etat ; il ne peut pas plus être insensible au fait que beaucoup de gens se sont adressés au comité, pour lui demander d'agir et que beaucoup de vœux se sont fait entendre pour le prosser d'employer ses efforts à rétablir une sérieuse harmonie chez les bons citoyens de l'Etat.

Et ici que le comité vous dise solennellement qu'une union et une harmonie sincère sont absolument nécessaires au salut de vos affaires à un moment pressant pour le nombre et habile à en créer des ressources, conduit par des hommes pervers qui ont à leur service toute l'influence de l'Etat et de l'Administration fédérale. Ces hommes ont pillé l'Etat jusqu'à faire de vous des mendiants ; ils ont ruiné votre cause et par la fraude, des positions auxquelles ils n'avaient aucun titre ; ils se cramponnent au contrôle de l'Etat avec la ténacité des loups affamés après leur proie.

Le nègre ignorant, dupé, trompé, obéit aveuglément aux ordres de ces mêmes.

Il est inutile d'espérer qu'en usant lui-même de ce langage pour lui faire comprendre la ruine que sa race a pu faire à l'Etat. Son esprit a été tous dans les ténèbres, et son cœur a été rempli de haine par ses maîtres politiques.

Il est bien clair que des hommes blancs de l'Etat que dépend le salut de l'Etat, et les hommes blancs de l'Etat qui le peuvent le sauver, ne peuvent pas rester les esclaves de la race qui a pu ravager l'Etat.

Plaidoyer pour des hommes de bien, qui ne peuvent pas se défendre, du triomphe de l'honnêteté sur le mensonge.

Mais comment en pouvoir de ramener le triomphe, cela requiert la plus parfaite harmonie et la plus sincère union, chacun une union d'éléments discordants doivent ensemble par les intérêts et l'amitié d'un vaste danger ; mais une union de bonne et de sympathies, cimentée par le sentiment de la confiance dans la sagesse et le patriotisme soutenant.

Comment obtenir cette harmonie, cet accord ? Question. C'est, en vérité, une question importante ; en le comité de soixante-dix avait que deux Conventions avaient été convoquées, l'une par le Comité Central d'Etat du parti Démocrate pour le 24 août à la Nouvelle-Orléans ; et l'autre par le Shreveport Times, journal auquel plusieurs autres journaux de campagne avaient fait écho, et qui a été appuyé par une pétition signée par plusieurs citoyens respectables à Alexandrie.

La convocation de la Convention démocratique avait été publiée la veille, et l'adresse au peuple de l'Etat semblait ouvrir la porte à l'union partielle de tous les conservateurs de l'Etat. Elle en appelait à tous les vrais conservateurs sans différence aux affiliations politiques passées, afin de s'unir dans l'élection des délégués à la Convention," et si tous les partis conservateurs s'unissaient dans l'élection des délégués, la Convention, assurément, représenterait leurs vues et leurs désirs. Ici donc, nous trouvons une Convention convoquée par le parti le plus ancien, le plus puissant et le mieux discipliné de l'Etat, et dont les portes étaient ouvertes largement à ceux que les hommes opposés au radicalisme en Louisiane peuvent y entrer et exprimer leurs vues.

Mais l'Adresse dit en outre :

De violentes dissentions parmi nos détenteurs, et un jeunesse dénoncé ainsi que les démocrates opposés au radicalisme, nous avertissent de ne rien risquer sur nos efforts isolés et sans appui, bien que dans cette conjoncture le parti démocrate ait pu offrir aux conservateurs de faire entendre leurs voix, nous avons cru que ce n'est pas le moment de faire une telle offre, nous vous conjurons de bannir toute envie, toute jalousie, toute susceptibilité mesquine, et de n'avoir qu'une pensée et qu'un but.

Le parti démocrate ne prétend pas à la gloire de l'ignorance disciplinée et notre Etat sera à jamais plongé dans un bourbier d'où on ne le retirera plus.

Unis, vous êtes sûrs de triompher et de rétablir un gouvernement intelligent et honnête, sous lequel la Louisiane régénérée sera bientôt rendue à sa prospérité passée.

Pesez bien toutes ces considérations, et agissez de façon à ce qu'on ne puisse pas vous adresser plus tard le juste reproche d'avoir commis un suicide politique.

R. H. MARR,
E. J. ELLIS,
DR. AL. LANDRY,
JNO. J. MELLON,
H. N. OGDEN,
A. W. HYATT,
B. F. JONAS,
ALEX. LEESE,
Membres du comité.

Tous les journaux dans l'Etat qui sont en faveur de la convention qui doit se réunir à Baton Rouge, le 24 août, sont priés de publier notre Adresse.

ADRESSE
DU COMITÉ CENTRAL DÉMOCRATIQUE D'ETAT.

CONVOCATION D'UNE CONVENTION.

Nous publions ci-dessous une Adresse du comité central démocratique d'Etat qui convoque une Convention de délégués à se réunir à BATON ROUGE, le mardi, le lundi du mois d'août prochain. Le comité a pensé, comme nous, que le meilleur moyen de réaliser l'unité d'organisation si essentielle au succès, était d'inviter tous les conservateurs à élire en commun des délégués à une convention. Dans son adresse au peuple, le comité reconnaît que le mouvement en faveur de la Ligne Blanche a en raison d'être dans la situation, mais il s'abstient soigneusement de se prononcer sur cette question délicate afin de laisser à la Convention qu'il convoque toute au liberté d'action. Sur la question des taxes, le comité exprime également un sentiment qui sera partagé par tous les conservateurs.

Sans empiéter sur la prérogative réservée à la convention de rédiger à ce sujet un programme explicite, l'adresse se contente de dire qu'il ne devra être levé des taxes ou voté des allocations que pour le montant nécessaire aux fonctions d'un gouvernement honnêtement et économiquement administré, jusqu'à ce que les contribuables aient eu la facilité de sonder la nature et la validité des obligations émises au nom du gouvernement de la Louisiane.

Nous pensons que cette Adresse, et prudente et si réservée, ne donnera lieu à aucune objection sérieuse. Une convention était nécessaire dans les circonstances actuelles pour amener l'entente et l'union, chacun le comprendra.

Salle du Comité Central Démocratique de l'Etat.

7 juillet 1874.

AU PEUPLE DE LA LOUISIANE.

Le comité central, en convoquant une convention d'Etat de la démocratie à Baton Rouge, pour le *quatrième lundi d'août* A. D. 1874, s'adresse, avec confiance, à tous les vrais conservateurs, abstraction faite de leurs relations politiques du passé ; il leur demande de s'unir et d'être des délégués à l'assemblée.

Le comité s'adresse pas que quelques citoyens pourraient ne pas entrer spontanément dans les rangs d'un parti qu'ils ont jadis combattu, mais c'est la nature de cette organisation nationale qui lutte en ce moment contre le radicalisme, la seule qui soutienne les principes au violation desquels l'usurpation a été imposée à la Louisiane, en violation desquels nous sommes livrés à la persécution politique et judiciaire.

Les discussions qui ont éclaté dernièrement parmi nous et un désir profond d'amener une conciliation de ceux qui sont opposés au radicalisme, nous a vivement qu'il ne faut pas tout risquer sans appel, bien que, dans les circonstances actuelles, le sentiment du devoir nous pousse à agir comme si nous ne devions compter que sur nos propres efforts.

Nous conservons intégrer nous, appelés à diriger les opinions que nous ne pouvons pas nous y rendre, et nous ne voulons pas diminuer ni affaiblir aucune force qui peut être employée avec avantage contre le radicalisme. Nous ne voulons pas nous y rendre, et nous ne voulons pas diminuer ni affaiblir aucune force qui peut être employée avec avantage contre le radicalisme. Nous ne voulons pas nous y rendre, et nous ne voulons pas diminuer ni affaiblir aucune force qui peut être employée avec avantage contre le radicalisme.

Et maintenant, nous invitons tous les conservateurs à venir à cette convention. Pas d'exclusion ; les adeptes de quel parti elle a été convoquée. Le fait vrai qu'il y a des personnes qui trouvent des objections au nom de démocrate, mais qu'on ne rapproche pas du parti démocrate est une grande organisation nationale ; mais c'est sous la bannière seule que nous pouvons espérer voir renverser le parti national radical ; qu'il a commis pour nous lorsque nous ne pouvions rien ; et qu'aujourd'hui qu'il livre au radicalisme une si terrible bataille, dans tous les états de l'Union, sous ce drapeau, et rallument ; souvenons ceux qui se sont rendus coupables de l'infamie.

Il a porté au parti républicain un coup qui le fait chanceler et dont il ne se relèvera pas.

Il a obligé l'administration fédérale à interrompre son œuvre sauvage de centralisation et son ingérence arrogante au préjudice des droits des Etats, et si, aujourd'hui, le Texas et l'Arkansas sont libres, si nos frères de Vicksburg ont pu commémorer victorieusement leurs deuils, ils le doivent seuls cet que les démonstrations du comité ont révélé le danger au peuple américain.

Malgré ces résultats tellement important pour vous et pour la nation, le comité n'a pu faire agir une majorité de la faction dominante ; obéissant en aveugle à la discipline de parti, formant l'oreille à la voix de la raison, elle a gardé le silence, elle a repoussé vos demandes et l'usurpateur triomphe.

Le comité en rappelant ses travaux, est plus ses devoirs aussi bien qu'il l'a pu, mais il mentionne une partie de ses actes afin de vous convaincre qu'il n'y a pas présomption de sa part à vous parler des conseils.

Il ne peut rester silencieux ou indifférent. Plus ce comité est il a été alarmé des dissentions du peuple de l'Etat ; il ne peut pas plus être insensible au fait que beaucoup de gens se sont adressés au comité, pour lui demander d'agir et que beaucoup de vœux se sont fait entendre pour le prosser d'employer ses efforts à rétablir une sérieuse harmonie chez les bons citoyens de l'Etat.

Et ici que le comité vous dise solennellement qu'une union et une harmonie sincère sont absolument nécessaires au salut de vos affaires à un moment pressant pour le nombre et habile à en créer des ressources, conduit par des hommes pervers qui ont à leur service toute l'influence de l'Etat et de l'Administration fédérale. Ces hommes ont pillé l'Etat jusqu'à faire de vous des mendiants ; ils ont ruiné votre cause et par la fraude, des positions auxquelles ils n'avaient aucun titre ; ils se cramponnent au contrôle de l'Etat avec la ténacité des loups affamés après leur proie.

Le nègre ignorant, dupé, trompé, obéit aveuglément aux ordres de ces mêmes.

Il est inutile d'espérer qu'en usant lui-même de ce langage pour lui faire comprendre la ruine que sa race a pu faire à l'Etat. Son esprit a été tous dans les ténèbres, et son cœur a été rempli de haine par ses maîtres politiques.

Il est bien clair que des hommes blancs de l'Etat que dépend le salut de l'Etat, et les hommes blancs de l'Etat qui le peuvent le sauver, ne peuvent pas rester les esclaves de la race qui a pu ravager l'Etat.

Plaidoyer pour des hommes de bien, qui ne peuvent pas se défendre, du triomphe de l'honnêteté sur le mensonge.

Mais comment en pouvoir de ramener le triomphe, cela requiert la plus parfaite harmonie et la plus sincère union, chacun une union d'éléments discordants doivent ensemble par les intérêts et l'amitié d'un vaste danger ; mais une union de bonne et de sympathies, cimentée par le sentiment de la confiance dans la sagesse et le patriotisme soutenant.

Comment obtenir cette harmonie, cet accord ? Question. C'est, en vérité, une question importante ; en le comité de soixante-dix avait que deux Conventions avaient été convoquées, l'une par le Comité Central d'Etat du parti Démocrate pour le 24 août à la Nouvelle-Orléans ; et l'autre par le Shreveport Times, journal auquel plusieurs autres journaux de campagne avaient fait écho, et qui a été appuyé par une pétition signée par plusieurs citoyens respectables à Alexandrie.

La convocation de la Convention démocratique avait été publiée la veille, et l'adresse au peuple de l'Etat semblait ouvrir la porte à l'union partielle de tous les conservateurs de l'Etat. Elle en appelait à tous les vrais conservateurs sans différence aux affiliations politiques passées, afin de s'unir dans l'élection des délégués, "et si tous les partis conservateurs s'unissaient dans l'élection des délégués, la Convention, assurément, représenterait leurs vues et leurs désirs. Ici donc, nous trouvons une Convention convoquée par le parti le plus ancien, le plus puissant et le mieux discipliné de l'Etat, et dont les portes étaient largement ouvertes à ceux que les hommes opposés au radicalisme en Louisiane peuvent y entrer et exprimer leurs vues.

Mais l'Adresse dit en outre :

De violentes dissentions parmi nos détenteurs, et un jeunesse dénoncé ainsi que les démocrates opposés au radicalisme, nous avertissent de ne rien risquer sur nos efforts isolés et sans appui, bien que dans cette conjoncture le parti démocrate ait pu offrir aux conservateurs de faire entendre leurs voix, nous avons cru que ce n'est pas le moment de faire une telle offre, nous vous conjurons de bannir toute envie, toute jalousie, toute susceptibilité mesquine, et de n'avoir qu'une pensée et qu'un but.

Le parti démocrate n'a pas d'inimitié à satisfaire ; il tend une main amicale à ceux ceux qui sont disposés à nous aider dans cette crise. La politique nationale est au second rang dans cette campagne. La question vitale est notre libération d'un gouvernement d'Etat corrompu et d'une mauvaise administration locale.

Y a-t-il un seul conservateur dans l'Etat qui refuse de répondre aux hommes intègres du parti démocrate ? Nous ne pouvons pas croire que l'on ait de telles pensées ; mais, enfin, elle ont été formulées par des hommes honnêtes et intelligents qui semblent y attacher beaucoup d'importance.

Le comité de soixante-dix vous prie donc d'ôtrier à cette objection en convoquant la convention à Baton-Rouge.

Nous sommes convaincus qu'en faisant cette concession vous éviterez toute division et toute jalousie, et que tous les conservateurs n'hésiteront pas à l'unir tous pour se mettre en ligne afin de de protéger à la grande bataille qui doit décider du sort de notre Etat bien-aimé.

Avant la certitude que votre décision vous a été dictée par le devoir et par le patriotisme le plus pur, nous demeurons respectueusement vos humbles serviteurs.

E. JOHN ELLIS,
E. WAGGAMAN,
H. N. OGDEN,
sous comité du comité de soixante-dix.

Quartier général du Comité Central Démocratique d'Etat.
Nouvelle-Orléans, 8 août 1874.

A l'Hon. E. J. Ellis, président.

Cher monsieur : Je vous transmets une copie de la résolution adoptée par le Comité Central Démocratique d'Etat, convoquant à Baton-Rouge au lieu de Nouvelle-Orléans, la Convention Démocratique.

Les services rendus par le comité de 70 à la cause publique, la position éminente qui occupe à juste titre dans l'estime du peuple de la Louisiane, donne du poids à ces suggestions. Les résolutions adoptées par le comité et la lettre cordiale du sous-comité qui transmet ces résolutions ont produit une impression profonde sur le Comité Central Démocratique d'Etat. L'enthousiasme, sans réserve, de l'Adresse et plus particulièrement du passage dans lequel les droits des blancs sont défendus en opposant à la prétendue nègre, sont une source de cordiale satisfaction.

Le peuple de la Louisiane espère que le comité de 70 continuera à lutter énergiquement pour son objet primitif—le renversement de l'usurpation—et à intervenir jusqu'à ce que l'usurpation soit renversée—et elle tombera.

Je suis respectueusement,
ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.

Quartier général du comité central démocratique de la Louisiane.
Nouvelle-Orléans, 3 août 1874.

A une réunion des membres de ce comité la résolution suivante a été adoptée ; *Résolu* que la convention démocratique d'Etat se tiendra dans la ville de Baton Rouge.

ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.
WM. J. BUDDENDORFF, Secrétaire.

Adresse du comité des soixante-dix au peuple de la Louisiane.

Salle du comité des soixante-dix.
Nouvelle-Orléans, Lun., 3 août 1874.

Au peuple de la Louisiane.

Le comité des soixante-dix, en vue de la grande lutte politique qui doit bientôt s'engager, et de l'issue de laquelle votre salut dépend, a pensé qu'il convenait de vous adresser quelques conseils.

Le comité ne représente aucun parti et s'est formé après les tristes événements de 1872 et 1873 qui ont été suivis du renversement du gouvernement que vous aviez librement élu. Il fut chargé de maintenir la défense de vos droits. Pendant deux ans, il n'a eu secours, combattu le pouvoir de l'Etat et celui de l'administration fédérale.

S'appuyant sur la constitution et les lois, il n'a pas cessé d'attaquer l'usurpation, et a porté la question devant le Président, devant les tribunaux et devant le Congrès.

Ses efforts n'ont pas été tout-à-fait vains, car il a prouvé que l'administration fédérale et le parti républicain ont commis le crime de violer les droits d'un Etat souverain et de lui imposer une usurpation odieuse.

Il a imposé silence à tous ceux qui osaient défendre les usurpateurs.

Il a répondu à l'ordre hautain d'un membre du cabinet qui lui avait pu craint de mettre en doute même le droit de pétition. Il a forcé ceux qui formaient l'opinion à la vérité d'écouter l'histoire de l'oppression dont vous aviez été victimes.

Il a présenté la cause de la Louisiane sous un jour tel que ces chefs éminents du parti républicain ont reçu, épouvantés, devant la tâche de défendre une administration et un parti qui avaient décrété la mort d'un Etat de l'Union. Ces chefs sont, à cette heure, en guerre ouverte avec ceux qui se sont rendus coupables de l'infamie.

Il a porté au parti républicain un coup qui le fait chanceler et dont il ne se relèvera pas.

Il a obligé l'administration fédérale à interrompre son œuvre sauvage de centralisation et son ingérence arrogante au préjudice des droits des Etats, et si, aujourd'hui, le Texas et l'Arkansas sont libres, si nos frères de Vicksburg ont pu commémorer victorieusement leurs deuils, ils le doivent seuls cet que les démonstrations du comité ont révélé le danger au peuple américain.

Malgré ces résultats tellement important pour vous et pour la nation, le comité n'a pu faire agir une majorité de la faction dominante ; obéissant en aveugle à la discipline de parti, formant l'oreille à la voix de la raison, elle a gardé le silence, elle a repoussé vos demandes et l'usurpateur triomphe.

Le comité en rappelant ses travaux, est plus ses devoirs aussi bien qu'il l'a pu, mais il mentionne une partie de ses actes afin de vous convaincre qu'il n'y a pas présomption de sa part à vous parler des conseils.

Il ne peut rester silencieux ou indifférent. Plus ce comité est il a été alarmé des dissentions du peuple de l'Etat ; il ne peut pas plus être insensible au fait que beaucoup de gens se sont adressés au comité, pour lui demander d'agir et que beaucoup de vœux se sont fait entendre pour le prosser d'employer ses efforts à rétablir une sérieuse harmonie chez les bons citoyens de l'Etat.

Et ici que le comité vous dise solennellement qu'une union et une harmonie sincère sont absolument nécessaires au salut de vos affaires à un moment pressant pour le nombre et habile à en créer des ressources, conduit par des hommes pervers qui ont à leur service toute l'influence de l'Etat et de l'Administration fédérale. Ces hommes ont pillé l'Etat jusqu'à faire de vous des mendiants ; ils ont ruiné votre cause et par la fraude, des positions auxquelles ils n'avaient aucun titre ; ils se cramponnent au contrôle de l'Etat avec la ténacité des loups affamés après leur proie.

Le nègre ignorant, dupé, trompé, obéit aveuglément aux ordres de ces mêmes.

Il est inutile d'espérer qu'en usant lui-même de ce langage pour lui faire comprendre la ruine que sa race a pu faire à l'Etat. Son esprit a été tous dans les ténèbres, et son cœur a été rempli de haine par ses maîtres politiques.

Il est bien clair que des hommes blancs de l'Etat que dépend le salut de l'Etat, et les hommes blancs de l'Etat qui le peuvent le sauver, ne peuvent pas rester les esclaves de la race qui a pu ravager l'Etat.

Plaidoyer pour des hommes de bien, qui ne peuvent pas se défendre, du triomphe de l'honnêteté sur le mensonge.

Mais comment en pouvoir de ramener le triomphe, cela requiert la plus parfaite harmonie et la plus sincère union, chacun une union d'éléments discordants doivent ensemble par les intérêts et l'amitié d'un vaste danger ; mais une union de bonne et de sympathies, cimentée par le sentiment de la confiance dans la sagesse et le patriotisme soutenant.

Comment obtenir cette harmonie, cet accord ? Question. C'est, en vérité, une question importante ; en le comité de soixante-dix avait que deux Conventions avaient été convoquées, l'une par le Comité Central d'Etat du parti Démocrate pour le 24 août à la Nouvelle-Orléans ; et l'autre par le Shreveport Times, journal auquel plusieurs autres journaux de campagne avaient fait écho, et qui a été appuyé par une pétition signée par plusieurs citoyens respectables à Alexandrie.

La convocation de la Convention démocratique avait été publiée la veille, et l'adresse au peuple de l'Etat semblait ouvrir la porte à l'union partielle de tous les conservateurs de l'Etat. Elle en appelait à tous les vrais conservateurs sans différence aux affiliations politiques passées, afin de s'unir dans l'élection des délégués, "et si tous les partis conservateurs s'unissaient dans l'élection des délégués, la Convention, assurément, représenterait leurs vues et leurs désirs. Ici donc, nous trouvons une Convention convoquée par le parti le plus ancien, le plus puissant et le mieux discipliné de l'Etat, et dont les portes étaient largement ouvertes à ceux que les hommes opposés au radicalisme en Louisiane peuvent y entrer et exprimer leurs vues.

Mais l'Adresse dit en outre :

De violentes dissentions parmi nos détenteurs, et un jeunesse dénoncé ainsi que les démocrates opposés au radicalisme, nous avertissent de ne rien risquer sur nos efforts isolés et sans appui, bien que dans cette conjoncture le parti démocrate ait pu offrir aux conservateurs de faire entendre leurs voix, nous avons cru que ce n'est pas le moment de faire une telle offre, nous vous conjurons de bannir toute envie, toute jalousie, toute susceptibilité mesquine, et de n'avoir qu'une pensée et qu'un but.

Le parti démocrate n'a pas d'inimitié à satisfaire ; il tend une main amicale à ceux ceux qui sont disposés à nous aider dans cette crise. La politique nationale est au second rang dans cette campagne. La question vitale est notre libération d'un gouvernement d'Etat corrompu et d'une mauvaise administration locale.

Y a-t-il un seul conservateur dans l'Etat qui refuse de répondre aux hommes intègres du parti démocrate ? Nous ne pouvons pas croire que l'on ait de telles pensées ; mais, enfin, elle ont été formulées par des hommes honnêtes et intelligents qui semblent y attacher beaucoup d'importance.

Le comité de soixante-dix vous prie donc d'ôtrier à cette objection en convoquant la convention à Baton-Rouge.

Nous sommes convaincus qu'en faisant cette concession vous éviterez toute division et toute jalousie, et que tous les conservateurs n'hésiteront pas